

## Les élections législatives en Angola jouent les prolongations

**LUANDA (AFP) - Des milliers de Luandais espéraient toujours pouvoir voter samedi pour les premières élections législatives en Angola depuis la fin de la guerre civile en 2002, après les problèmes logistiques qui ont entaché le scrutin vendredi.**



© AtlasVista  
Une femme vote dans le quartier populaire de Samba le 5 septembre 2008 (© AFP - Gianluigi Guercia)

Toutefois, le principal parti d'opposition a demandé à la Cour constitutionnelle l'annulation du scrutin dans la capitale, perturbé par de graves problèmes logistiques.

"L'organisation (du scrutin) à Luanda est un scandale. Nous demandons à la Cour constitutionnelle d'annuler les élections", a déclaré le chef du groupe parlementaire de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), Alceides Sakala.

Les retards de déploiement du matériel, l'absence de listes électorales et le manque de bulletins de vote qui ont entaché vendredi les premières législatives en temps de paix dans les quartiers populaires de la capitale ont rendu le scrutin "illégal", selon M. Sakala.

"La loi est très claire sur les étapes du processus électoral (...) et ces élections n'ont été ni claires, ni transparentes, ni équitables à Luanda", a-t-il ajouté.

Dans la matinée, les Luandais étaient arrivés nombreux aux 320 bureaux de vote qui ont dû rouvrir pour une deuxième journée consécutive dans les

quartiers pauvres, les plus densément peuplés de la tentaculaire capitale.

Mais à Samba, quartier populaire proche de l'aéroport, les bulletins de vote n'étaient toujours pas arrivés quatre heures après la réouverture théorique du scrutin, décidé par la Commission nationale électorale (CNE) pour permettre à tous de voter en dépit du chaos logistique.

Sur un terre-plein sablonneux qui traverse le quartier s'alignaient les tentes blanches des bureaux de vote, dressées la veille avec des heures de retard. Des centaines d'électeurs patientaient.

"On a tout installé et maintenant on attend l'arrivée des bulletins pour pouvoir ouvrir", a indiqué à l'AFP un agent électoral, Guillermo Alfonso.

"Hier, j'ai déjà passé toute la journée ici, de 6 heures du matin à 11 heures du soir. Mais on n'a pas pu travailler parce qu'il y a eu tellement de problèmes", a ajouté l'étudiant électricien, âgé de 20 ans.

Natalia Antonio Manuel, 42 ans, laissait percer son irritation. "Je suis contente de pouvoir voter quand même", après le chaos de la veille, "mais je serais encore plus contente si les bureaux ouvraient vraiment !"

En dépit du désordre dans certains quartiers de Luanda, "des millions d'Angolais" ont voté vendredi pour ces élections longtemps attendues, affirmait samedi le quotidien d'Etat Jornal de Angola.

Cette forte participation "ouvre une ère d'espoir pour les Angolais, dont l'enthousiasme donne une belle leçon de citoyenneté et de tolérance", ajoutait le journal.

Les huit millions d'électeurs inscrits, qui doivent choisir 220 députés, votaient pour la première fois en temps de paix, alors que l'Afrique est encore secouée par les violences post-électorales au Kenya en décembre dernier, puis au Zimbabwe depuis mars.

Un scrutin organisé en 1992 lors d'une trêve dans la guerre civile qui a éclaté lors de l'indépendance n'avait pu être conclu. Les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) avaient rejeté le résultat du premier tour et repris les armes.

La meurtrière guerre civile qui a opposé pendant 27 ans l'Unita au Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), au pouvoir depuis le retrait du Portugal en 1975, n'a pris fin qu'avec la mort en 2002 du chef rebelle, Jonas Savimbi.

Le leader de l'Unita (aujourd'hui principal parti d'opposition), Isaias Samakuva, a estimé vendredi que le processus électoral "s'était effondré" et a demandé l'organisation de nouvelles élections.

"Nous n'avons pas les ressources humaines pour le faire", a rétorqué le président de la Commission électorale.

Selon la loi électorale, la CNE peut prendre jusqu'à 15 jours pour annoncer les résultats.

Ces législatives ont valeur de test pour le chef de l'Etat Jose Eduardo Dos Santos, 66 ans dont 29 au pouvoir, avant un scrutin présidentiel annoncé pour l'année prochaine.